



Déclaration liminaire SNUipp-FSU CAPD 17 décembre 2021

Il s'agit, Monsieur l'Inspecteur d'Académie, de votre première CAPD dans notre département.

Le SNUipp-FSU y siège depuis des dizaines d'années. Au fil du temps nos représentant.es y ont apporté leur expertise et leur connaissance des dossiers, ont démontré leur efficacité et leur pugnacité et ce bien sûr dans le respect des personnes. Nous avons quelques exigences dans cette instance : une bonne qualité d'écoute de votre part, des réponses en séance, du temps pour l'échange et surtout de la transparence.

La scélérate loi fonction publique tente de vider de leur contenu les CAPD.

Le SNUipp-FSU ne laisse pas faire et entend tenir toute sa place dans cette instance et dans toutes les autres où il siège au service de l'Ecole et de ses personnels.

Nous avons posé un certain nombre de questions diverses pour lesquelles nous attendons des réponses.

Pour la 5ème fois en 2 ans, les écoles sont confrontées à une crise sanitaire majeure avec dans les Alpes Maritimes une forte augmentation des cas positifs à la Covid 19.

La situation sanitaire devient proprement ingérable : plus de 1000 élèves de primaire ont été déclarés positifs en une semaine dans notre département, d'après Santé Publique France, et la forte croissance continue, avec plus de 40% d'augmentation en une semaine. Le taux d'incidence chez les 6-10 ans atteint même 1500 cas pour 100000 enfants. Ce qui n'empêche pas notre ministre d'être dans le déni le plus complet, en révoquant contre l'évidence le terme d'« explosion » des cas Covid à l'école. « On peut douter de tout, sauf des chiffres », selon la communication gouvernementale, mais M. Blanquer, lui, doute de tout ce qui peut entraver sa communication. Une communication largement orchestrée via les médias avant même que les enseignants et trop souvent leurs organisations syndicales ne soient informées et consultées, des annonces simplistes, fausses et extrêmement méprisantes pour le métier enseignants.

Le résultat est à la mesure de ce que l'on pouvait attendre : les collègues, directeurs et enseignants, des Aesh, épuisés par les conditions de travail dégradées, sont nombreux à nous témoigner leur souffrance face au surcroît de travail et aux pressions qu'occasionne l'allègement du protocole sanitaire : il faut appeler tous les parents, y compris le week-end, pour les prévenir qu'ils doivent faire tester leur enfant suite à l'apparition d'un cas, remplir des tableaux, attendre des réponses d'une cellule Covid débordée, rappeler les parents quand on s'aperçoit qu'il y a 3 cas de Covid, résister à la colère de ceux qui ne comprennent pas que la classe ferme, puisque le ministre a dit que les enfants négatifs pouvaient revenir à l'école, gérer les non remplacements des collègues absents... Et il faudrait encore faire du présentiel et du distanciel en même temps...

Les classes deviennent des clusters, et la courbe des personnels touchés par le Covid suit exactement celle de leurs élèves, car, contrairement à ce que prétend notre ministre, les enfants aussi sont contaminants. Mais comme, depuis près de 2 ans que dure cette crise sanitaire, le gouvernement refuse de recruter du personnel supplémentaire sous le statut de fonctionnaires, les brigades manquent pour pallier aux enseignants malades... alors on brasse les élèves, contre le protocole sanitaire, risquant ainsi d'aggraver la situation.

Et pendant ce temps, en ce qui concerne les demandes de changements de département, les temps partiels, les disponibilités, les détachements, les personnels sont pénalisés à cause de la pénurie d'enseignants, de l'insuffisance du nombre de postes ouverts au concours pour la rentrée prochaine. De trop nombreux enseignants paient le prix des restrictions budgétaires.

Et que dire aussi de la communication au niveau départemental : aucune information dans la lettre hebdomadaire suite à l'allègement du protocole sanitaire, c'est incompréhensible ! Quant à la lettre publiée suite au passage au niveau 3 du protocole, elle se contente de répéter les informations données par le Premier ministre : rien sur la fermeture à 3 cas de Covid, rien sur la règle de non-brassage stricte qui est pourtant réitérée et surlignée dans la FAQ Covid du 8 décembre !

Les personnels ont plus que jamais besoin du soutien de leur hiérarchie dans cette situation dégradée comme jamais.

Comment se fait-il, alors que certains Inspecteurs d'Académie, ont écrit aux équipes qu'en l'absence de remplaçant, la classe fermerait, et ont fourni un modèle d'attestation à l'attention des employeurs de parents obligés de garder leur enfant. Pourquoi rien de tel dans notre département ?

Comment se fait-il même que des collègues aient reçu des instructions de leur IEN (très souvent oralement) contraires aux instructions ministérielles déclinées dans la FAQ Covid, leur demandant d'accueillir les élèves dont l'enseignant est absent et non remplacé ?

Les collègues se retrouvent ainsi contraints de désobéir à leur supérieur hiérarchique direct ou au ministre, et d'affronter seuls la colère de certains parents, ce qui est de nature à créer, vu l'épuisement général, des risques psycho-sociaux préjudiciables à leur santé, et directement causés par leur hiérarchie.

Nous dénonçons cette situation et vous demandons à l'avenir, M. l'Inspecteur d'Académie, de donner des instructions claires et en conformité avec les instructions ministérielles.

Que dire aussi des « recommandations » effarantes faites aux collègues, les appelant à continuer à respecter les gestes barrières ou, je cite le mail d'un IEN, « *Compte tenu de l'évolution de la situation sanitaire et devant la nécessité de conserver une particulière vigilance face à la circulation du coronavirus, les moments de convivialité sur les lieux de travail sont suspendus.* ». Prend on les enseignants pour des irresponsables ou des imbéciles !?

On pourrait parler aussi de l'absence d'information donnée, y compris au CHSCT, sur le nombre d'élèves contaminés, sur les campagnes de tests salivaires, les écoles concernées, le nombre de tests réalisés, le taux d'acceptation, le taux de positivité... Ce n'est pourtant pas en manquant de transparence que l'on crée l'école de la confiance...

Concernant l'organisation des animations pédagogiques et formations en distanciel, nous vous avons alerté à plusieurs reprises sans réponse écrite ou précise.

Et nous découvrons qu'une communication rectorale est partie mardi soir dernier priorisant le distanciel à 17h35 pour des réunions se déroulant le lendemain.

Mais pendant ce temps, les réunions institutionnelles, comme aujourd'hui cette Capd, sont prévues en distanciel...

Ce n'est vraiment pas sérieux et indigne de notre administration.

Nous le redirons au recteur lors du prochain CTA.

Enfin certains aspects de vos débuts dans le département nous interrogent :

- Un calendrier des opérations de carte scolaire intenable avec un groupe de travail la veille des vacances de février et un CTSD juste après, le jour de la reprise des classes. C'est impensable. Les élu.es que nous sommes ont besoin du contact avec les écoles entre ces 2 instances pour être au plus près des demandes et des réalités du terrain, tout comme vos IEN qui doivent vérifier les chiffres avant le CTSD.

Nous n'osons croire que ce calendrier a été pensé pour empêcher toutes velléités de mobilisation.

Le SNUipp-FSU vous a demandé de modifier ce calendrier. Qu'en est t-il ?

- Une réunion départementale des ERUN où il leur est demandé un vote à main levée sur un projet de refonte de leur poste et missions que les ERUN découvraient. C'est ubuesque. Il y a des instances pour décider de ces éventuel changements.

- La transformation de postes de CPD en chargés de mission sans passage en instance. Et la création d'un poste chargé de mission auprès de vous même sans appel à candidature.

Concernant enfin les points prévus de cette CAPD, nous y reviendrons au moment de leur étude, notamment concernant les avis émis dans le cadre des rendez vous de carrière qui peuvent créer de l'incompréhension forte chez des collègues, qui souvent ne comprennent pas leur avis et estiment qu'il ne reflète pas leur investissement.

Je vous remercie.